

Le cordon sanitaire, garde-fou de la démocratie

Le cordon sanitaire est un dispositif qui peut se discuter dans son principe et poser des questions délicates dans sa mise en œuvre. Mais les dangers que posent les idées d'extrême droite pour la démocratie sont trop importants pour prendre le risque de se passer de ce garde-fou.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Le cordon sanitaire est né d'une idée simple : empêcher les partis d'extrême droite d'exercer le pouvoir. Il s'agit au départ d'un accord à la fin des années 1980 entre les principaux partis politiques flamands face à une montée en puissance du Vlaams Blok (VB), parti d'extrême droite. Après une première tentative inaboutie, un événement va précipiter de nouvelles discussions : lors des élections de novembre 1991, le VB obtient un score historique pour l'époque, en passant le cap des 10 % des suffrages en Flandre – il obtient 6 députés au parlement fédéral, contre 2 précédemment.

Bien qu'un score électoral de cet ordre serait plutôt vu comme un moindre mal aujourd'hui, l'onde de choc de ce « dimanche noir » est immense à l'époque. Les partis flamands concluent donc un nouvel accord en 1992, par lequel ils s'engagent à refuser de collaborer avec le VB à tous les niveaux de pouvoir. Côté francophone, un accord nommé « Charte de la démocratie » est signé en 1993 par les principaux partis politiques. L'idée reste la même : ne pas gouverner avec l'extrême droite mais aussi ne pas se laisser contaminer par l'idéologie de l'extrême droite. La charte vise les formations politiques dont le programme ou l'action met en péril les valeurs fondamentales et constitutionnelles du système démocratique belge. Les partis s'engagent également « à condamner tout discours, toute attitude démagogique qui aurait pour effet d'amplifier artificiellement les peurs qui font le lit des formations d'extrême droite. » Un Code de bonne conduite est adopté en parallèle.

Côté francophone toujours, le cordon sanitaire politique se double d'un cordon sanitaire médiatique. L'idée est d'empêcher que les partis ou représentants d'extrême droite disposent d'un temps de parole libre en direct en télévision ou à la radio, ce qui les exclut des émissions de plateau ou de débat en direct. Il s'applique aussi à la presse écrite. Ce volet médiatique, n'existe pas en Flandre où des personnalités d'extrême droite sont régulièrement invitées dans les principaux médias.

ENGAGEMENT RENOUVELÉ DANS LA NOUVELLE CHARTE DE LA DÉMOCRATIE

En avril 2022, Georges-Louis Bouchez, président du MR, débat en direct avec Tom Van Grieken, président du Vlaams Belang, sur un plateau de la VRT. Rupture du cordon sanitaire ? L'intéressé s'en défend, soulignant que le débat a eu lieu en Flandre où le cordon sanitaire médiatique ne s'applique pas. Pourtant, en vertu de Code de bonne conduite, son parti s'était engagé à « refuser de participer à tout débat télévisuel ou radio-phonique auquel un mandataire issu de ces formations ou partis participerait ». Il y avait donc clairement rupture du cordon politique.

Le 8 mai 2022, les partis francophones – à l'exception du PTB – se mettaient d'accord sur une nouvelle « Charte de la démocratie ». Par ce texte, les partis renouvelaient leur engagement à refuser toute coalition avec l'extrême droite à ne participer à aucun débat dans les médias traditionnels ou en ligne. La charte souligne que ces principes valent « en tout lieu et en toute circonstance », pour les mandataires, les candidat·es et les militant·es des partis. Le Code de bonne conduite est joint à la charte.

LES CRITIQUES

Dès le départ, les critiques de ce dispositif n'ont pas manqué. Sans surprise, elles sont d'abord venues de l'extrême droite qui y voit une mesure antidémocratique, se pose en victime du « système » et fustige l'entente des autres partis pour les exclure. Des partis de droite ont parfois critiqué le cordon, tenté de le contourner et, à d'autres moments, ont proposé d'en étendre le périmètre à des partis qualifiés « d'extrême gauche », en visant clairement le PTB.

Mais des critiques sont aussi venues de la gauche. Tout d'abord, le cordon sanitaire serait contreproductif car il conforterait les partis d'extrême droite dans une posture de victime. Ensuite, il serait impuissant à lutter contre la contamination des partis traditionnels par les idées d'extrême droite. Enfin, le volet médiatique est également critiqué en pointant qu'à l'heure des réseaux sociaux, interdire l'accès des médias traditionnels n'a plus vraiment de sens, il est trop facile de les contourner en investissant dans la communication en ligne. Le VB est d'ailleurs, et de très loin, le parti qui dépense le plus d'argent sur les réseaux sociaux en Belgique – plus d'1.500.000€ sur une période de quatre mois entre février et juin 2024.¹

ENJEUX TRÈS ACTUELS...

Alors, inutile et dépassé le cordon sanitaire ? Ni l'un, ni l'autre, mais force est de constater qu'il est fragilisé en Belgique. A la suite des élections communales d'octobre 2024, l'extrême droite est arrivée au pouvoir dans quatre communes en Flandre grâce à des accords passés avec des listes locales issues de partis traditionnels. Certains commentaires ont tenté de minimiser la portée de ces accords en soulignant leur dimension locale, en rappelant que ces alliances n'étaient pas cautionnées par les directions des partis et que les mandataires qui les avait conclues ont été exclus de leur parti. Il n'empêche que le symbole est extrêmement fort et que le cordon sanitaire est bel et bien rompu : grâce à des alliances, l'extrême droite arrive au pouvoir.

Cette rupture n'est probablement que le reflet de l'opinion publique flamande, du moins si l'on en croit le sondage « Grand Baromètre » publié à la fin du mois de novembre 2024² selon lequel 58 % des Flamands trouvent « acceptable » que le VB participe à des majorités communales, contre seulement 26 % des Bruxellois et 25 % des Wallons. Aussi effrayant soit-il, ce constat n'est pas très étonnant au regard du contexte européen. Rien que dans les pays limitrophes, le Rassemblement National est largement dédramatisé en France et a réalisé un score historique aux élections de juin dernier. Aux Pays-Bas, plus important encore quand on sait la proximité culturelle avec la Flandre, les partis de droite avaient montré la voie en scellant une alliance avec l'extrême droite de Geert Wilders.

... ET TRÈS POLITIQUES

A plusieurs reprises, et singulièrement durant les discussions qui ont mené au renouvellement de la Charte de la démocratie en 2022, le MR a tenté d'étendre le périmètre du cordon sanitaire au PTB. L'argument avancé était que les idées de « l'extrême gauche » seraient aussi dangereuses que celles de l'extrême droite. Rejetée par les autres partis, cette demande a été réitérée après les élections communales de 2024, sans plus de succès.

¹ Voir l'article de la RTBF du 23 juin 2024, <https://www.rtbf.be/article/plus-de-7-4-millions-d-euros-depenses-sur-les-reseaux-sociaux-par-les-partis-politiques-lors-de-la-campagne-une-strategie-payante-11386866>

² Enquête « Grand Baromètre Ipsos-Le Soir-RTL Info-Het Laatste Nieuws-VTM ».

Il faut dire que le piège est assez grossier. Mettre le PTB sur le même pied que le VB vise avant toute chose à le délégitimer, à limiter les possibilités de coalitions au niveau local pour les partis de gauche et à le priver d'accès aux médias. On rappellera que le Vlaams Blok avait été condamné en justice pour incitation à la haine raciale en 2004, ce qui l'avait conduit à changer de nom pour devenir le Vlaams Belang. On peut adhérer ou pas au programme du PTB mais il n'est pas un parti raciste qui prône la discrimination et n'a jamais été condamné pour incitation à la haine. La grande majorité des analystes politiques concordent pour dire qu'il n'y a pas d'arguments suffisamment solides à ce jour pour appliquer le cordon sanitaire au PTB. C'est du reste ce que pense également une majorité de Belges selon le même sondage « Grand baromètre » de novembre 2024 : 51 % pensent qu'il ne faut pas l'appliquer au PTB, contre 31 % qui pensent le contraire (en Flandre, respectivement à 55 % et 28 %).

QUANT AU CORDON MÉDIATIQUE

On l'a dit, le cordon sanitaire médiatique n'est pas appliqué en Flandre. Il s'agit d'une exception culturelle francophone en Europe et peut-être même dans le monde. Les médias ne peuvent pas diffuser de contenus qui incitent à la haine ou qui prônent le racisme, le négationnisme ou la discrimination. Il s'agit d'une règle contraignante pour les médias francophones, sous le contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour les médias audiovisuels et du Conseil de déontologie journalistique (CDJ) pour tous les médias. Cette exception s'explique probablement en partie par le fait que l'extrême droite francophone n'a jamais réussi à former un groupe parlementaire, ce qui, en vertu de la loi sur le Pacte culturel de 1973, lui donnerait automatiquement accès à des postes dans les institutions culturelles, les universités et les médias de service public notamment. Mais aussi par le fait que le consensus reste suffisant dans l'ensemble des rédactions pour le maintenir, à de rares exceptions près, qui restent jusqu'à présent des cas isolés (on pense à l'interview de Tom Van Gireken dans *Wilfried* en avril 2022 ou à celle de Jordan Bardella dans *La DH* en novembre 2024).

UN DISPOSITIF À MAINTENIR

Il reste difficile de déterminer à quel point la mise en œuvre du double cordon politique et médiatique a permis de contenir l'extrême droite en Belgique francophone. Il y a certainement d'autres facteurs qui y contribuent, comme la division endémique de ces partis et groupuscules, l'absence de personnalité charismatique, le travail des corps intermédiaires que sont les syndicats, les associations, notamment d'éducation permanente, et les collectifs citoyens. Il faut aussi reconnaître qu'il reste des zones grises, des cas concrets qui méritent discussion dans les états-majors de partis ou dans les rédactions : quid si des idées d'extrême droite à l'origine sont reprises par des partis traditionnels ? Quid si une personnalité d'extrême droite figure sur une liste d'un parti traditionnel ? Ces questions sont parfois délicates mais l'enjeu et les risques sont bien trop importants pour se passer des cordons sanitaires politique et médiatique qui contribuent à défendre la démocratie.

